



La Tunisie face à 2 options, le marché obligataire et le FMI, selon Bloomberg

La Tunisie pourrait avoir recours au marché de la dette pour consolider ses finances et va bientôt entamer des discussions sur un nouveau programme avec le Fonds monétaire international alors que son économie se dirige vers l'une des plus grandes récessions au Moyen-Orient, dans le contexte de la pandémie mondiale de coronavirus, selon Bloomberg.

Le pays s'empresse de regagner la confiance des marchés, ses euro-obligations se négociant à des niveaux proches de ceux que les investisseurs considèrent comme étant en difficulté, ce qui rendrait difficile et coûteuse l'émission de nouveaux titres. Le nouveau gouvernement doit également faire face à une crise qui a été particulièrement préjudiciable au tourisme et à l'agriculture, des secteurs vitaux pour une économie dont le FMI prévoit qu'elle baissera de 4,3 % cette année, soit la plus forte contraction depuis l'indépendance du pays en 1956.

Une offre d'obligations internationales est "une des options", a déclaré le ministre tunisien des Finances Nizar Yaiche dans une interview à Bloomberg TV mardi. "Nous espérons engager dès que possible une discussion sur un nouveau programme qui refléterait la vision, la stratégie du nouveau gouvernement".

La Tunisie était déjà en difficulté avant l'apparition du virus, entravée par des années de luttes politiques internes, d'attaques terroristes sporadiques et de grèves ouvrières. Alors que les autorités ont convenu d'un prêt de 2,9 milliards de dollars avec le FMI en 2016, elles ont eu du mal à mettre en œuvre certaines des recommandations de réduction des coûts du fonds. Le programme de 2016 a depuis lors été interrompu, avait déclaré le ministre Yaiche en mars.

Une phase « très positive » avec le FMI

Le 10 avril, le FMI a approuvé un prêt d'urgence de 745 millions de dollars pour soutenir la réponse de la Tunisie à l'épidémie et garantir que les réserves internationales restent suffisantes. La Tunisie a signalé 726 cas de la maladie, dont 34 décès. Ses réserves sont actuellement suffisantes pour couvrir 115 jours d'importations, soit plus que le niveau critique de trois mois.

Étant donné la manière dont les discussions se sont déroulées jusqu'à présent, "je suis très confiant que la prochaine phase sera très positive avec le FMI", a déclaré Yaiche, qui a travaillé pour PWC France avant de devenir ministre des finances fin février.

Les euro-obligations de la Tunisie, comme celles de nombreux autres pays en développement, ont été vendues massivement depuis que la pandémie de coronavirus a fait exploser les marchés. Le rendement des obligations tunisiennes libellées en euros et arrivant à échéance en 2026, qu'elle a émises en juillet dernier, a presque doublé pour atteindre plus de 10 %, alors que le taux le plus bas jamais atteint en février (5,8 %).

Alors que la Tunisie avait tout à gagner du récent krach pétrolier, la Banque mondiale a averti la semaine dernière qu'un "brusque renversement" des prix du pétrole pourrait aggraver la pression sur son compte courant et son budget. Dans sa dernière mise à jour économique régionale, le bailleur de fonds prévoit que le compte courant sera déficitaire de 7,2 % du produit intérieur brut cette année et s'attend à ce que l'écart budgétaire se creuse pour atteindre 5 %.

"Le nouveau gouvernement est confronté à une situation économique très vulnérable, à une détérioration de l'économie mondiale due à la pandémie de coronavirus et à la volatilité des prix du pétrole", a déclaré la Banque mondiale. "La Tunisie a un double déficit et une dette élevés, et des pare-chocs limités, alors que la croissance est anémique, l'emploi stagnant, et l'inflation relativement élevée".

Source : African Manager